Une déclaration qui fait suite au rassemblement organisé sur toute l'étendue du territoire par le RDPC, alors que toutes les manifestations publiques organisées par les partis politiques de l'opposition sont systématiquement interdites.

Depuis plusieurs mois au Cameroun, les partis politiques de l'opposition sont interdits de manifestations publiques. Et chaque fois qu'ils en font la demande, celle-ci est systématiquement rejetée par les autorités administratives avec comme raison évoquée, le fallacieux prétexte de menace de trouble à l'ordre public. Pourtant, contre toute attente, les manifestations organisées par le RDPC pour dénoncer la sécession et contester les actes de violences dans les régions anglophones ont été autorisées par les autorités administratives.

A Douala par exemple, ces autorités n'ont pas manqué de prendre part aux manifestations organisées par « le parti des flammes ». Et pour justifier l'autorisation à manifestation publique accordée au RDPC, l'autorité administrative n'a pas hésité de brandir la loi de 1996 pour sacraliser cette

manifestation au nom de l’unité nationale.

Une autorisation qui n’a pas été du goût des partis politiques de l’opposition qui y ont vu une violation de la liberté d’expression et une volonté de musellement des partis politiques de l’opposition. D’autant plus que les autres partis politiques ont à plusieurs reprises vu leur déclaration d’organisation de manifestations publiques être rejetée. Le SDF (Social Democratic Front) particulièrement se dit mécontent de cette discrimination, surtout qu’en mars 2017, un meeting qu’entendait organiser le parti de Ni John Fru Ndi avait été interdit par le sous-préfet de l’arrondissement de Douala 5ème.

Dans un communiqué de presse rendu public le 30 septembre 2017, Jean Michel Nintcheu, le président du comité exécutif régional du SDF pour le Littoral, dénonce énergétiquement « la partialité outrancière et irresponsable des autorités administratives de la ville de Douala. Celles-ci ont résolument décidé d’ériger le système de deux poids deux mesures comme mode de sélection des partis politiques autorisées à organiser une manifestation publique dans la ville de Douala », peut-on lire dans ce communiqué.

Raison pour laquelle, le parti de la balance annonce l’organisation dans les prochains jours d’un meeting du SDF à Douala. « Les différentes articulations de ce meeting seront communiquées en temps opportun. Le SDF n’acceptera plus pareille forfaiture », indique le communiqué de Jean Michel Nintcheu.

source:OCameroun